

Newsletter, 2-5 octobre 2017 - Session plénière - Strasbourg

[28-09-2017 - 16:27]

Séance plénière

Négociations sur le Brexit: les progrès sur les termes du divorce restent insuffisants	3
Une résolution énonçant la position du Parlement pour le sommet de l'UE-27 prévu le 20 octobre à Bruxelles, durant lequel les chefs d'État et de gouvernement évalueront les progrès réalisés dans les négociations sur le Brexit, sera débattue et mise aux voix mardi.	
Un Parquet européen pour mieux protéger l'argent des contribuables	4
Les députés devraient donner leur feu vert à la mise en place d'un Parquet européen afin de renforcer la lutte contre la fraude et le détournement de fonds européens, et de protéger l'argent des contribuables.	
Prévenir les cyberattaques et les abus sexuels en ligne	5
L'augmentation de la cybercriminalité et l'insuffisance des mesures permettant de prévenir les attaques à l'encontre des infrastructures critiques ou de lutter contre les abus sexuels en ligne exigent des actions plus fermes.	
Ryanair: débat sur les annulations de vols	6
Ryanair ayant annulé de nouveaux vols, ruinant les projets de voyage de milliers de passagers, les députés demanderont à la Commission européenne comment garantir au mieux le respect total des droits des consommateurs dans de tels cas. Le débat est prévu mardi.	
Sécurité des navires à passagers: moderniser les règles	7
Afin de maintenir le niveau le plus élevé de sécurité pour les voyages maritimes, le Parlement devrait moderniser les règles européennes relatives à la sécurité des navires à passagers, lors d'un vote prévu mercredi.	
Contributions clés du Parlement pour le prochain sommet européen d'octobre ..	9
En plus du Brexit, la migration, une politique commune d'asile, la défense et les relations UE-Turquie seront en tête des sujets évoqués lors du prochain sommet européen des 19-20 octobre à Bruxelles. Les députés fixeront les attentes du Parlement lors d'un débat mercredi matin avec le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans, et la présidence estonienne du Conseil.	
De meilleures conditions dans les prisons pour favoriser la réinsertion et empêcher la radicalisation	10
Les pays de l'UE doivent améliorer les conditions carcérales et combattre la surpopulation pour protéger la santé des détenus, favoriser leur réinsertion et prévenir le risque de radicalisation. Dans un projet de résolution débattu et voté jeudi, les députés proposent des alternatives à l'emprisonnement lorsque les détenus ne présentent pas de grave danger pour la société.	
Mettre un terme au mariage d'enfants	11
Les députés interrogeront Federica Mogherini sur les efforts de l'UE en matière d'éradication du mariage précoce et du mariage forcé, et de protection des jeunes filles contre les abus et les violences. Le débat de mardi se conclura par une résolution qui sera mise aux voix mercredi.	
Améliorer les conditions de travail des femmes	12
Les femmes continuant d'être désavantagées dans leur vie professionnelle, les députés ont décidé de proposer une série de mesures correctrices.	
Le point sur la situation en Moldavie	14
Les derniers développements économiques et politiques en Moldavie, et les engagements du pays en matière de réformes pro-UE seront débattus mardi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini. Une résolution sera mise aux voix	

Séance plénière

ultérieurement.

COP23: les députés vont presser l'UE de revoir à la hausse ses objectifs climatiques	15
L'UE devrait atteindre le "zéro émission" d'ici 2050 et mettre en place une stratégie avant la fin de l'année prochaine pour ce faire.	
Perturbateurs endocriniens dans les pesticides: appel à opposer un veto à la proposition de la Commission	16
Les députés se prononceront mercredi sur une proposition de la Commission européenne qui exempterait certaines substances chimiques du champ des critères d'identification des perturbateurs endocriniens dans les pesticides et les biocides.	
Sécurité des conducteurs de poids lourds au passage des frontières	17
Les députés débattront avec la Commission des moyens de protéger les conducteurs de poids lourds contre le vol, les agressions et le détournement de camions à l'approche des points de contrôles aux frontières.	
Les députés soupçonnent la Turquie d'utiliser Interpol pour traquer des militants	18
La détention de deux écrivains suédo-turc et germano-turc par les autorités espagnoles, suite à l'émission par la Turquie de mandats d'arrêt Interpol, fera l'objet d'un débat avec le Conseil et la Commission mercredi.	
Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie	19
Autres sujets à l'ordre du jour	19

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578
STR: (+33) 3 881 72649
PORT: (+32) 473 55 74 66
ROLE: Attachée de presse
EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992
STR: (+33) 3 881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151
PORT: (+32) 470 87 02 64

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)

Séance plénière

Négociations sur le Brexit: les progrès sur les termes du divorce restent insuffisants

Une résolution énonçant la position du Parlement pour le sommet de l'UE-27 prévu le 20 octobre à Bruxelles, durant lequel les chefs d'État et de gouvernement évalueront les progrès réalisés dans les négociations sur le Brexit, sera débattue et mise aux voix mardi.

Avant le vote sur la [résolution](#) mardi à midi, les députés, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, débattront des progrès réalisés lors des quatre premiers cycles de négociations avec le gouvernement britannique sur les termes et conditions de la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

Tout accord de retrait à la fin des négociations UE-Royaume-Uni devra être approuvé par le Parlement européen.

Débat: mardi 3 octobre

Vote: mardi 3 octobre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission (avec résolution)

#EUCO #Brexit @MichelBarnier @EU2017EE

En savoir plus

- [Communiqué de presse sur la proposition de résolution adoptée par la Conférence des présidents \(28.09.2017\)](#)
- [Proposition de résolution](#)
- [Page web du groupe de pilotage sur le Brexit](#)
- [Résolution du PE du 5 avril 2017 sur les négociations avec le Royaume-Uni à la suite de la notification de son intention de se retirer de l'UE](#)
- [Communiqué de presse - Lignes rouges sur les négociations pour le Brexit \(06.04.2017\)](#)
- [Plus d'informations sur le PE et le Brexit](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)
- [Négociations pour le Brexit, ce qu'en pensent les Think Tanks \(septembre 2017, en anglais\)](#)

Séance plénière

Un Parquet européen pour mieux protéger l'argent des contribuables

Les députés devraient donner leur feu vert à la mise en place d'un Parquet européen afin de renforcer la lutte contre la fraude et le détournement de fonds européens, et de protéger l'argent des contribuables.

Le Parquet européen sera chargé de mener des enquêtes sur les auteurs d'infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union, d'engager des poursuites à leur encontre et de les traduire en justice.

À l'heure actuelle, seules les autorités nationales peuvent mener des enquêtes sur les cas de fraude liés à l'UE et engager des poursuites. Cependant, leur juridiction s'arrête aux frontières nationales.

Depuis 2014, les députés ont adopté plusieurs résolutions pour créer un Parquet européen et ont souligné l'importance de veiller à l'indépendance de ses procureurs.

À savoir

Le Parquet européen sera mis sur pied dans le cadre de la [coopération renforcée](#) entre 20 États membres: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, l'Italie, la Finlande, la France, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie. D'autres États membres pourront à tout moment décider de participer au projet.

Le Bureau central du Parquet européen aura son siège à Luxembourg, mais les États membres désigneront au moins un procureur délégué au niveau national.

La liste des infractions graves qui relèvent de la compétence du Parquet européen pourrait être étendue à l'avenir pour inclure, par exemple, le terrorisme.

Dès que le Parlement aura donné son accord, le Conseil adoptera formellement le règlement sur le Parquet européen. Un délai minimum de trois ans sera nécessaire avant que le Parquet européen puisse débiter ses travaux.

Débat: mercredi 4 octobre

Vote: jeudi 5 octobre

Procédure: approbation

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission des libertés civiles \(28.09.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Barbara Matera \(PPE, IT\)](#)
- [Communiqué du Conseil sur l'accord établissant le Parquet européen \(08.06.2017\)](#)
- [Étude du service de recherche du PE sur la création d'un Parquet européen \(octobre 2017\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Prévenir les cyberattaques et les abus sexuels en ligne

L'augmentation de la cybercriminalité et l'insuffisance des mesures permettant de prévenir les attaques à l'encontre des infrastructures critiques ou de lutter contre les abus sexuels en ligne exigent des actions plus fermes.

Les députés souhaitent que l'investissement privé et public dans la cybersécurité et l'éducation aille de pair avec une coopération transfrontalière et un échange d'information optimisés. Un projet de résolution sera débattu en plénière lundi et mis aux voix mardi.

Environ 80% des entreprises en Europe ont dû faire face à au moins un incident lié à la cybersécurité, mais nombre de ces incidents passent inaperçus ou ne sont pas déclarés. Les députés font aussi référence à l'attaque mondiale par rançongiciel de mai 2017 baptisée "WannaCry", qui a affecté des milliers d'ordinateurs dans près de 100 pays et de nombreuses institutions, notamment le service national de santé du Royaume-Uni.

Débat: lundi 2 octobre

Vote: mardi 3 octobre

Procédure: résolution non législative

#cybercrime #cybersecurity

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la lutte contre la cybercriminalité](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(11.07.2017, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Elissavet Vozemberg-Vrionidi \(PPE, EL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Ryanair: débat sur les annulations de vols

Ryanair ayant annulé de nouveaux vols, ruinant les projets de voyage de milliers de passagers, les députés demanderont à la Commission européenne comment garantir au mieux le respect total des droits des consommateurs dans de tels cas. Le débat est prévu mardi.

Débat: mardi 3 octobre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission

@Ryanair #Ryanair

En savoir plus

- [Règlement européen sur les droits des passagers aériens](#)
- [Lignes directrices interprétatives sur les droits des passagers aériens](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Sécurité des navires à passagers: moderniser les règles

Afin de maintenir le niveau le plus élevé de sécurité pour les voyages maritimes, le Parlement devrait moderniser les règles européennes relatives à la sécurité des navires à passagers, lors d'un vote prévu mercredi.

Les nouvelles règles permettront:

- d'accélérer la transmission des données des passagers aux services de secours et aux familles en cas d'accident;
- d'éliminer les doubles emplois et les failles lors des contrôles de sécurité des transbordeurs et engins à grande vitesse; et
- d'inclure les navires en aluminium pour répondre aux normes communes européennes sur la sécurité des navires.

Une [évaluation de 2015](#) a confirmé que les règles européennes actuelles sur la sécurité des navires à passagers répondent pleinement aux normes de sécurité et [les statistiques relatives aux accidents](#) placent les eaux européennes parmi les plus sûres.

Afin d'alléger la charge administrative qui pèse sur les armateurs, de clarifier les règles qui font double emploi et de répondre aux progrès techniques dans le secteur, la Commission européenne [a proposé](#) de mettre à jour et de simplifier ces règles en 2016, sans compromettre les dispositions relatives à la sécurité.

En [juin](#), le Parlement et le Conseil se sont mis d'accord sur la modernisation de trois directives concernant l'[enregistrement des passagers](#), les [normes techniques pour les navires offrant des services nationaux de transport de passagers](#), et les [inspections des transbordeurs et des engins à passagers à grande vitesse](#).

À savoir

En 2014, le nombre total de passagers embarquant et débarquant dans les ports maritimes de l'UE était estimé à 400 millions, avec 120 millions de passagers voyageant entre les ports d'un même État membre.

La législation européenne sur la sécurité des navires à passagers complète les normes internationales et nationales. Elle prévoit aussi des mesures pour des navires plus sûrs et une gestion plus efficace des accidents.

Les navires effectuant des voyages internationaux (notamment entre deux États membres) doivent respecter les [conventions internationales](#) et certaines règles européennes, alors que les navires effectuant des voyages nationaux (entre les ports d'un même État membre) doivent respecter les règles européennes et nationales.

Débat: mardi 3 octobre

Vote: mercredi 4 octobre

Procédure: procédure législative ordinaire (accord en 1ère lecture)

[#EUTransport](#)

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Izaskun Bilbao Barandica \(ADLE, ES\) \(enregistrement des passagers\)](#)
- [Profil du rapporteur Dominique Riquet \(ADLE, FR\) \(système d'inspections\)](#)
- [Profil du rapporteur Daniela Aiuto \(EFDD, IT\) \(règles et normes de sécurité\)](#)

Séance plénière

- Vidéo - Nouvelle réglementation: des données plus précises sur les passagers des navires pour des opérations de sauvetage plus rapides
- Étude du service de recherche du PE: règles et normes de sécurité pour les navires à passagers (octobre 2017)
- Étude du service de recherche du PE: enregistrement des personnes à bord des navires à passagers (octobre 2017)
- Étude du service de recherche du PE: inspections des transbordeurs et des engins à passagers à grande vitesse (octobre 2017)
- Produits audiovisuels pour professionnels

Séance plénière

Contributions clés du Parlement pour le prochain sommet européen d'octobre

En plus du Brexit, la migration, une politique commune d'asile, la défense et les relations UE-Turquie seront en tête des sujets évoqués lors du prochain sommet européen des 19-20 octobre à Bruxelles. Les députés fixeront les attentes du Parlement lors d'un débat mercredi matin avec le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans, et la présidence estonienne du Conseil.

Les États membres de l'UE-27 organiseront également un débat distinct sur les négociations relatives au Brexit.

Le Président du PE, Antonio Tajani, présentera les messages politiques du Parlement sur ces sujets aux chefs d'État ou de gouvernement le 19 octobre.

Débat: mercredi 4 octobre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission (sans résolution)

#EUCO @EU2017EE #MigrationEU #EUdefence #Turkey

En savoir plus

- [Ordre du jour provisoire du Conseil de l'Union européenne des 19-20 octobre](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

De meilleures conditions dans les prisons pour favoriser la réinsertion et empêcher la radicalisation

Les pays de l'UE doivent améliorer les conditions carcérales et combattre la surpopulation pour protéger la santé des détenus, favoriser leur réinsertion et prévenir le risque de radicalisation. Dans un projet de résolution débattu et voté jeudi, les députés proposent des alternatives à l'emprisonnement lorsque les détenus ne présentent pas de grave danger pour la société.

En 2014, plus d'un demi-million de personnes étaient détenues dans les prisons au sein de l'UE, ce chiffre comprenant les personnes condamnées purgeant leur peine définitive ainsi que les personnes inculpées en attente de leur procès. Selon le Conseil de l'Europe, le nombre de détenus dépasse le nombre de places disponibles dans un tiers des institutions pénitentiaires européennes.

Débat: jeudi 5 octobre

Vote: jeudi 5 octobre

Procédure: rapport d'initiative

En savoir plus

- [Projet de résolution sur les systèmes pénitentiaires et les conditions dans les prisons](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(21.06.2017, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Joëlle Bergeron \(EFDD, FR\)](#)
- [Service de recherche du PE - Les conditions carcérales dans les États membres: normes européennes et bonnes pratiques sélectionnées \(janvier 2017\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Mettre un terme au mariage d'enfants

Les députés interrogeront Federica Mogherini sur les efforts de l'UE en matière d'éradication du mariage précoce et du mariage forcé, et de protection des jeunes filles contre les abus et les violences. Le débat de mardi se conclura par une résolution qui sera mise aux voix mercredi.

Les députés veulent savoir comment la Commission:

- évalue l'impact des campagnes et des projets destinés à lutter contre le mariage d'enfants;
- garantit la protection des droits et de la santé, notamment la santé sexuelle et génésique, de tous les enfants dans les États membres de l'UE et dans les pays tiers; et
- s'attaque au problème du mariage d'enfants au sein des réfugiés et des demandeurs d'asile.

L'UE a signé en mai la [convention d'Istanbul](#) sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, qui considère le mariage forcé comme une forme de violence faite aux femmes. Le mariage forcé et le fait d'attirer un enfant dans un autre pays pour le forcer à se marier devraient être considérés comme des crimes, déclare la convention.

Dans les pays émergents, une jeune fille sur trois est mariée avant ses 18 ans, et une sur neuf avant ses 15 ans.

Débat: mardi 3 octobre

Vote: mercredi 4 octobre

Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission (avec résolution)

#ENDChildMarriage

En savoir plus

- [Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Améliorer les conditions de travail des femmes

Les femmes continuant d'être désavantagées dans leur vie professionnelle, les députés ont décidé de proposer une série de mesures correctrices.

Les entreprises devraient garantir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et privée, promouvoir l'égalité des sexes et être contraintes de rendre les salaires publics, dans le but d'accroître l'autonomisation économique des femmes dans les secteurs privé et public. C'est ce que devraient affirmer les députés dans un projet de résolution débattu lundi et voté mardi.

Le texte recommande plusieurs mesures pour:

- améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée afin de partager les tâches non rémunérées entre hommes et femmes;
- respecter la parité salariale et accroître la transparence en matière de rémunération dans les entreprises privées;
- établir des quotas de genres;
- inclure les projets d'égalité des sexes dans les négociations entre les entreprises et les partenaires sociaux;
- garantir l'application effective du principe de rémunération égale pour un travail d'une valeur égale dans tous les États membres;
- augmenter les salaires dans des secteurs où les femmes représentent la majorité de la main-d'œuvre, comme les aides ménagères et le personnel soignant; et
- conclure des accords collectifs et l'inclusion de mesures de salaire égal dans les conventions collectives.

À savoir

Selon Eurostat, les femmes actives sont 31,5% à travailler à temps partiel dans l'Union contre 8,2% des hommes, et environ 50% des femmes travaillent à temps complet, contre 71,2% des hommes.

Les responsabilités familiales représentent la raison principale de ne pas avoir un emploi rémunéré pour près de 20% des femmes inactives économiquement, alors que les hommes qui ne travaillent pas pour les mêmes raisons représentent seulement 2% des hommes inactifs d'un point de vue économique.

D'après l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE), l'égalité des sexes permettrait, d'ici à 2050, de créer jusqu'à 10,5 millions d'emplois supplémentaires dans l'UE et de relever le PIB par habitant de 6,1% à 9,6%.

Débat: lundi 2 octobre

Vote: mardi 3 octobre

Procédure: résolution non législative

#GenderEquality #pensiongap #paygap

En savoir plus

- [Proposition de résolution sur l'autonomisation économique des femmes dans les secteurs privé et public dans l'Union](#)
- [Profil du rapporteur Anna Hedh \(S&D, SE\)](#)

Séance plénière

- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Le point sur la situation en Moldavie

Les derniers développements économiques et politiques en Moldavie, et les engagements du pays en matière de réformes pro-UE seront débattus mardi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini. Une résolution sera mise aux voix ultérieurement.

La Moldavie est un pays membre du partenariat oriental de l'UE, qui bénéficie d'un accès à l'UE sans visa depuis avril 2014. L'UE, qui achète 63% des exportations moldaves (chiffre de 2016), est le principal partenaire commercial du pays.

Le 4 juillet 2017, les députés ont donné leur feu vert à une aide macro-financière de 100 millions d'euros destinée à la Moldavie, afin de soutenir la reprise suite aux troubles politiques et économiques. Mais ils ont également conditionné l'octroi de cette aide au respect par la Moldavie des mécanismes démocratiques, de l'état de droit et des droits de l'homme.

Débat: mardi 3 octobre

Vote: lors d'une future session plénière

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, avec résolution

#Moldova

En savoir plus

- [Communiqué de presse - Le Parlement approuve une aide financière de l'UE destinée à la Moldavie \(04.07.2017, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Note d'information sur trois membres du partenariat oriental \(Ukraine, Moldavie, Biélorussie\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

COP23: les députés vont presser l'UE de revoir à la hausse ses objectifs climatiques

L'UE devrait atteindre le “zéro émission” d'ici 2050 et mettre en place une stratégie avant la fin de l'année prochaine pour ce faire.

Une résolution mise aux voix mercredi fixe les recommandations aux institutions et aux pays de l'UE pour la [réunion COP23](#) qui se tiendra en novembre à Bonn (Allemagne). Les députés appellent les dirigeants de l'UE à mettre en œuvre l'accord dans la législation européenne, à revoir à la hausse les objectifs de l'UE en matière de protection du climat et à moderniser les instruments de politique environnementale.

Alors que l'ensemble des parties de la [CCNUCC](#) doivent énoncer leurs objectifs à long-terme d'ici 2020, les députés exhortent également la Commission européenne à préparer d'ici 2018 une stratégie “zéro émission” à l'horizon 2050, avec pour objectif de limiter l'augmentation de la température bien en-deçà des 2 degrés et de poursuivre les efforts pour la limiter à 1,5°C.

Débat: mardi 3 octobre

Vote: mercredi 4 octobre

Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission, avec résolution

[@COP23](#) [#COP23](#) [#ParisAgreement](#)

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(07.09.2017\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE – En bref: conférence sur les changements climatiques à Bonn](#)
- [Service de recherche du PE – Note d'information sur l'accord de Paris \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE – Accord de Paris: le retrait des États-Unis \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Perturbateurs endocriniens dans les pesticides: appel à opposer un veto à la proposition de la Commission

Les députés se prononceront mercredi sur une proposition de la Commission européenne qui exempterait certaines substances chimiques du champ des critères d'identification des perturbateurs endocriniens dans les pesticides et les biocides.

Le projet de texte de la commission de l'environnement affirme que la Commission européenne a outrepassé son mandat en proposant une exemption pour certaines substances, telles que les pesticides délibérément conçus pour cibler le système endocrinien d'un organisme, du champ des critères scientifiques permettant d'identifier les perturbateurs endocriniens.

Selon la législation actuelle de l'UE, une substance active ne peut être approuvée que si elle n'est pas considérée comme ayant des effets perturbateurs endocriniens sur des organismes non ciblés.

À savoir

L'identification de propriétés des perturbateurs endocriniens de substances chimiques par des critères scientifiques est un premier pas vers la réduction de leur exposition.

Un rapport de l'UNEP et de l'OMS a qualifié les perturbateurs endocriniens de "menace mondiale", faisant notamment référence à la hausse de nombreux troubles liés aux perturbateurs endocriniens chez l'homme et les espèces sauvages. Un lien a été établi entre l'exposition aux perturbateurs endocriniens et des pathologies de l'appareil reproducteur (infertilité, cancers, malformations), et ces substances pourraient également avoir des effets sur la fonction thyroïdienne, sur les fonctions cérébrales, sur l'obésité et le métabolisme ainsi que sur l'insuline et l'homéostasie du glucose, précise le rapport.

Vote: mercredi 4 octobre

Procédure: résolution législative

#EndocrineDisrupters

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(28.09.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Jytte Guteland \(S&D, SE\)](#)
- [Profil du rapporteur Bas Eickhout \(Verts/ALE, NL\)](#)
- [Service de recherche du PE – Les propositions de la Commission pour identifier les perturbateurs endocriniens \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Sécurité des conducteurs de poids lourds au passage des frontières

Les députés débattront avec la Commission des moyens de protéger les conducteurs de poids lourds contre le vol, les agressions et le détournement de camions à l'approche des points de contrôles aux frontières.

Le débat fait suite à un incident qui s'est déroulé près de Calais, où le barrage d'une route a entraîné la mort d'un chauffeur de camion polonais. Cet incident a fait naître des craintes quant au niveau de sécurité, en particulier près des points de passage des frontières et des ports.

Les députés demanderont si la Commission envisage la possibilité d'établir des "parcs de stationnement sécurisés" ou si d'autres mesures sont envisagées au niveau européen.

Débat: mercredi 4 octobre

Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission

En savoir plus

- [Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Les députés soupçonnent la Turquie d'utiliser Interpol pour traquer des militants

La détention de deux écrivains suédo-turc et germano-turc par les autorités espagnoles, suite à l'émission par la Turquie de mandats d'arrêt Interpol, fera l'objet d'un débat avec le Conseil et la Commission mercredi.

Les députés craignent que certains pays exploitent Interpol et son système de notices rouges pour persécuter des membres de l'opposition politique au-delà de leurs frontières. Et si certains pays de l'UE refusent d'agir, d'autres procèdent aux arrestations. Les députés exigent des garanties pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et les militants légitimes, et pour améliorer l'échange d'informations afin de s'assurer que les principes de nécessité et de proportionnalité sont respectés à la suite d'alertes émises par Interpol.

Débat: mercredi 4 octobre

Procédure: question avec demande de réponse orale à la Commission et au Conseil, sans résolution

@Interpol #HamzaYalçin #DoğanAkhanlı

En savoir plus

- [Question avec demande de réponse orale au Conseil](#)
- [Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 5 octobre vers 10 heures, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- Situation des personnes atteintes d'albinisme au Malawi et dans d'autres pays d'Afrique;
- Les cas des dirigeants tatars de Crimée Akhtem Chiygoz et Ilmi Umerov et du journaliste Mykola Semena; et
- La situation aux Maldives.

Débats et votes: jeudi 5 octobre

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Priorités de partenariat UE-Égypte, débat avec la vice-présidente / haute représentante de l'UE, mardi;
- Relations UE-ANASE, Buetikofer (INI), débat lundi, vote mardi;
- Substances dangereuses dans les équipements électroniques, Valean (COD), vote mardi;
- Rapport 2016 de la Cour des comptes, présentation par le Président de la Cour des comptes, K. Lehne, débat mercredi; et
- Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, Couso-Permuy (CNS), vote mercredi.